



Conseil de sécurité

Distr. générale
23 décembre 2015
Français
Original : anglais

Rapport du Secrétaire général concernant les pouvoirs des représentants et des représentants adjoints et suppléants des membres du Conseil de sécurité élus pour la période 2016-2017

1. À sa 33^e séance plénière, le 15 octobre 2015, l'Assemblée générale a élu l'Égypte, le Japon, le Sénégal, l'Ukraine et l'Uruguay membres non permanents du Conseil de sécurité pour un mandat de deux ans commençant le 1^{er} janvier 2016.

2. Conformément à l'article 15 du Règlement intérieur provisoire du Conseil de sécurité, le Secrétaire général annonce qu'en ce qui concerne la représentation des membres élus au Conseil pour la période 2016-2017, il a reçu les communications visées ci-après.

Égypte : Pouvoirs émanant du Ministre égyptien des affaires étrangères, signés le 21 décembre 2015, attestant que M. Amr Abdellatif Aboulatta a été nommé représentant de l'Égypte au Conseil de sécurité, que M. Osama Abdelkhalek Mahmoud a été nommé représentant adjoint et que M. Ihab Awad, M. Seif-Allah Kandeel, M. Mohamed Omar Gad, M. Mohamed Elshenawy, M. Tamer Mostafa, M. Ahmed Elshandawily, M. Tarek Tayel, le colonel Yasser Mohamed Salah Aly Hassan, M. Emad Morcos Mattar, M. Mohamed Moussa, M. Mohamed Badr Mohamed, M^{me} Sheyam El-Garf, M. Tarek Mahfouz, M^{me} Fatma Alzahraa Abdelkawy, M. Karim Ismail Alsayed, M. Mohammad Helmy Ahmad Aboulwafa et M. Mohammed Sallah Halima, ont été nommés représentants suppléants.

De l'avis du Secrétaire général, ces pouvoirs sont en bonne et due forme.

Japon : Pouvoirs émanant du Ministre japonais des affaires étrangères, signés le 10 décembre 2015, attestant que M. Motohide Yoshikawa a été nommé représentant du Japon au Conseil de sécurité, que M. Yoshifumi Okamura et M. Hiroshi Minami ont été nommés représentants adjoints et que M. Takeshi Akahori, M. Jun Saito, M. Shigetoshi Nagao, M. Ryo Fukahori, M. Kaitaro Nonomura, M. Jun Hasebe, M. Taro Tsutsumi et M. Yoshinori Takeda ont été nommés représentants suppléants.

De l'avis du Secrétaire général, ces pouvoirs sont en bonne et due forme.

Sénégal : Pouvoirs émanant du Ministre sénégalais des affaires étrangères et des Sénégalais de l'extérieur, signés le 17 décembre 2015, attestant que M. Fodé Seck a été nommé représentant du Sénégal au Conseil de sécurité, que M. Gorgui Ciss a été nommé représentant adjoint et que M. Abdoulaye



Barro, le colonel Barthelemy Diouf, M^{me} Fatou Gaye Diagne, M. Saliou Niang Dieng, M. Stephan Sylvain Sambou, M. Youssouph Diallo, M^{me} Marie Gnana Bassene, M. Mamadou Mbodj, M. Isidor Marcel Sene, M. Pierre Faye, M. Cheikh Tidiane Deme, M^{me} Coumba Gaye Thioune, M^{me} Khady Mbacké Diop, M. Papa Gallo Ndiaye, M. Baba Guisse et M^{me} Ndeye Oumy Guye Seck ont été nommés représentants suppléants.

De l'avis du Secrétaire général, ces pouvoirs sont en bonne et due forme.

Ukraine : Pouvoirs émanant du Ministre ukrainien des affaires étrangères, signés le 15 décembre 2015, attestant que M. Volodymyr Yelchenko a été nommé représentant de l'Ukraine au Conseil de sécurité, que M. Andriy Tsymbaliuk a été nommé représentant adjoint et que M. Eduard Fesko, M. Igor Yaremenko, M. Volodymyr Mialkovskyi, M^{me} Hanna Halchenko, M. Volodymyr Leshchenko, M. Igor Bondiuk, M. Oleg Nikolenko, M. Yevgen Lisuchenko, M. Volodymyr Pavlichenko et M. Dmytro Byliev ont été nommés représentants suppléants.

De l'avis du Secrétaire général, ces pouvoirs sont en bonne et due forme.

Uruguay : Pouvoirs émanant du Ministre uruguayen des affaires étrangères, signés le 4 décembre 2015, attestant que M. Elbio Rosselli a été nommé représentant de l'Uruguay au Conseil de sécurité, que M. Luis Bermúdez a été nommé représentant adjoint et que M^{me} Cristina Carrión, M^{me} Patricia Benítez, M. Álvaro Ceriani, M^{me} Imelda Smolcic, M. José Luis Rivas, M. Jorge Dotta, M^{me} Beatriz Núñez, M. Matías Paolino, M^{me} Silvana Della Gatta, M^{me} Silvana García, M^{me} María Emilia Eyheralde Geymonat, M^{me} Alison Graña, M^{me} María Claudia García et M. Federico González Vivas ont été nommés représentants suppléants.

De l'avis du Secrétaire général, ces pouvoirs sont en bonne et due forme.
